

DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 2020-145

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

27

de votants

32

L'an deux mille vingt, le neuf décembre le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au Pré des Arts, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur CESARO Joseph, Maire

Étaient présents : CESARO Joseph, DEBORDE Elisabeth, CHAKIR Karine, ARDICHVILI Emmanuel, KHAYAT Mélanie, VIENNE Jacques, MAGLIARO Elena, JOSEFOWICZ Patrick, DOMISSY Claire, GARNIER Bernard, MEUNIER Pierre, PAILLARD Anne, MASSON Thierry, GARNESSON Claude, MINEREAU-GAY Olivier, ROULIN Laure, ADAMI Lise, COUTEL John, FONTAINE Aubane, LAMBIN Céline, MURAT Jean-Benoît, PAUL Kathryn, ETORÉ Christophe, BOSSARD Frédéric, ROUGELIN Alexandra, DAUNIS Marc, DERONT-BOURDIN Gautier.

Procurations : DESPINASSE Didier à ARDICHVILI Emmanuel, REMILLIEUX Sébastien à COUTEL John, PEACOCK Valérie à ETORÉ Christophe, BONNEAU Martine à DAUNIS Marc et LASSOUED Bouchra à DERONT-BOURDIN Gautier.

Absent : SANTOS Xavier.

Madame FONTAINE Aubane a été désignée secrétaire de séance.

OBJET

**Création d'un emploi non permanent –
Contrat de projet - Recrutement d'un
architecte du patrimoine**

L'article 17 – II de la Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique instaure le contrat de projet.

En application de l'article 3 II de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les collectivités territoriales peuvent, pour mener à bien un projet spécifique ou une opération identifiée, recruter un agent par contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance fixé par décret en Conseil d'État.

Toutefois, après l'expiration d'un délai d'un an, il peut être rompu par décision de l'employeur lorsque le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser, sans préjudice des cas de démission ou de licenciement.

Le décret n° 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la Fonction Publique prévoit les modalités d'application de cette disposition et précise les conditions d'emploi des personnes recrutées sur ces contrats, le délai de prévenance lorsque le contrat prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu ainsi que les modalités de mise en œuvre de l'indemnité de rupture anticipée du contrat.

La procédure de recrutement sous contrat de projet doit respecter la procédure prévue pour les emplois permanents, fixée par le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019, et fait l'objet d'une déclaration de vacance d'emploi.

Il est proposé au Conseil Municipal de créer un emploi non permanent dans le grade d'ingénieur et d'ingénieur principal de catégorie A, afin de porter divers projets de rénovation et d'aménagement du patrimoine pour une durée prévisible de 3 ans, à compter du mois de mars 2021.

Cet emploi sera pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 3 II de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

VOTES

Pour	32	
Contre		
Abstention		

.../...

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération pour lequel il a été conclu ou, si après un délai d'un an minimum, l'opération ne peut être réalisée.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue n'est pas achevé au terme de la durée initialement déterminée.

La durée totale des contrats ne pourra excéder six ans.

Cet agent assurera les fonctions d'Architecte du patrimoine à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35 heures.

Il aura principalement à réaliser les missions suivantes :

- coordination des études et travaux sur l'ensemble du patrimoine historique de la Commune en particulier le projet de l'abbaye, projet des aqueducs, le projet du Moulin de la Valmasque,
- suivi et animation du groupe de travail sur les projets patrimoniaux,
- lien privilégié avec la DRAC et les ABF,
- montage des consultations publiques nécessaires,
- participation à des réunions publiques de présentation des projets,
- soutien technique au montage des dossiers de subventions.

Il devra justifier d'un diplôme de niveau 7 ou 8 (selon les nouvelles nomenclatures).

La rémunération de l'agent est fixée sur la base de la grille indiciaire relevant du grade d'ingénieur territorial principal de catégorie A.

Ce rapport a été présenté pour information aux membres du Comité Technique en séance du 30 novembre 2020.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **AUTORISE** la création d'un emploi non permanent d'architecte du patrimoine, dans le grade d'ingénieur et d'ingénieur principal, à temps complet, telle que présentée ci-dessus ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce projet.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 14 décembre 2020 et que la convocation du Conseil a été faite le 03 décembre 2020. La présente délibération a été affichée le 18 décembre 2020 et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

Valbonne Sophia Antipolis, le 18 décembre 2020
Le Maire,